

## L'AVENIR DE QUEL PASSÉ?

Les 29, 30 et 31 janvier dernier, se tenait à Montréal la conférence «L'Avenir de notre passé : une conférence sur l'innovation de l'enseignement et de l'apprentissage de l'histoire», organisée par l'Institut d'études canadiennes de McGill, et son directeur Desmond Morton. Réunissant plus de 800 professeurs, chercheurs, enseignants et intervenants des milieux muséal, archivistique et commercial, cette conférence a remporté un franc succès médiatique. Attirant l'attention des médias anglophones mais surtout francophones, les porte-parole Desmond Morton et Yvan Lamonde, entre autres, ont donné ainsi à l'histoire professionnelle une visibilité et un temps d'antenne inégalés depuis des années.

Le 29 janvier, la conférence a rendu hommage à Pauline Marois, ex-ministre de l'Éducation du Québec, et à Thomas Symons, président fondateur de l'université Trent, pour leurs apports à l'enseignement de l'histoire. Le lendemain, la rectrice sortante de McGill, Greta Chambers, a présenté l'auteur et cinéaste Jacques Godbout qui a raconté ses souvenirs de l'histoire enseignée au Québec pendant son enfance. Il a aussi souligné que l'histoire est aujourd'hui omniprésente et, grâce aux médias, disponible à tous. La question pour lui en était de savoir quelle histoire enseigner et diffuser.

Le titre apparemment programmeur de la conférence cachait cependant de multiples débats. La volonté avouée de discuter des innovations dans la diffusion de l'histoire en milieu scolaire et ailleurs, et des nouvelles technologies et approches pour ce faire, a soulevé de nombreuses questions.

Ainsi, pendant la fin de semaine, deux voix se sont fait entendre, toutes deux tentant de répondre à la question de Godbout. Le premier camp, apparemment minoritaire parmi les participants, faisait écho des inquiétudes de Granatstein en déplorant l'état de l'histoire du Canada à tous les niveaux. Ils proposèrent l'écriture et l'enseignement d'une histoire nationale du Canada, donc pan-canadienne, insistant sur la contribution des bâtisseurs de la nation et sur l'unité nationale. Ici, Rudyard Griffiths (Institut Dominion) et Lynton Wilson (BCE) ont chacun insisté sur l'utilité d'une connaissance du passé national, le second particulièrement en termes de formation au commerce international. Pendant la plénière intitulée «L'histoire officielle imposée : les pièges et les défis», François Aubigier (Université de Genève) et Peter Lee (Université de Londres) ont présenté l'idéologie et les réformes imposées aux programmes d'histoire nationaux de France et de Grande-Bretagne. Cette question fut aussi débattue lors d'ateliers, entre autres lors des présentations de programmes scolaires à vocation pan-canadienne, tels que ceux de la Fondation CRB et des Anciens combattants du Canada. L'épineuse question des «standards nationaux» a aussi été abordée lors de la conférence, sans pour autant que ce problème, s'il en est un, n'ait été réglé.

L'autre camp, dans lequel se retrouvaient la plupart des organisateurs de cette conférence, a aussi longuement discuté de ce point. Il est à noter que le nombre de jeunes historiens, de femmes et de non anglophones est beaucoup plus élevé parmi ce groupe. Les Veronica Strong-Boag, René Durocher, Gérard Bouchard, et autres Susan Mann n'ont pas nié l'utilité de standards nationaux, mais ont plutôt insisté sur la nécessité d'enseigner et de diffuser une histoire canadienne qui soit inclusive et multiple, incorporant les histoires des nombreux sous-groupes du pays. Pendant les plénières et les ateliers, beaucoup ont insisté sur la nécessité d'intéresser à l'histoire le public et les étudiants en les accrochant par leurs intérêts personnels. Une histoire inclusive pourrait prendre la forme de programmes locaux d'histoire, comme au Yukon ou comme les projets d'histoires communautaires des Afro-Canadiens et des Mi'kmaq de Nouvelle-Écosse.

Cette histoire diversifiée et multiple, les supporters de la première vision soulignent son caractère décousu et son potentiel de discorde. Une histoire comme celle-ci, demandent-ils, peut-elle unifier tous les Canadiens? À cette problématique, Patrick Watson (Fondation CRB), comme Godbout, et Denyse Baillargeon (Montréal) répondirent que cette histoire multiple est partout, à la télévision, au cinéma, dans les romans et les revues, et qu'elle est déjà consommée collectivement par un large public. Une histoire inclusive raccroche les différents Canadiens à l'histoire du pays.

Dans l'atelier «L'Industrie de l'histoire», Norman Bolen (History Television) a longuement souligné la valeur marchande de la télévision «historique», valeur confirmée par le succès de ce poste au Canada anglais. L'intérêt éducatif d'une telle programmation fut examiné dans deux ateliers. Pendant «Enseigner l'histoire par le cinéma», David Frank (UNB) et Larry Hannant (Victoria) ont montré que parmi leurs étudiants, l'histoire est surtout consommée à la télévision canadienne et à travers les documentaires. L'importance de ce dernier genre, et de son cousin le docu-drame, fut explorée par Desmond Morton, Gene Allen (UBC) et Anna Zarbesias (Toronto Star), pendant l'atelier «L'Histoire à la télévision : le défi de la représentation», ont discuté des tensions entre les exigences du format télévisuel et celui de l'histoire. Cependant, en aucun cas a-t-il été question du problème d'éthique découlant de la mise en marché de l'histoire. Ainsi, si les profits associés à History Television sont remarquables, c'est que ce poste diffuse une histoire qui plaît au grand public, avec la licence artistique qui accompagne souvent la production télévisuelle. Il en est de même avec la Gendarmerie Royale du Canada qui distribue une image positive et mythique de sa contribution à la colonisation de l'Ouest et qui «oublie» les pans négatifs de son rôle dans la pacification des Amérindiens. La moralité de ces omissions ne fut remise en question que lors des questions de l'auditoire.

De plus, l'apprentissage autonome de l'histoire par le public et les étudiants a peu été abordé. En effet, même lors des ateliers présentant des méthodes actives d'apprentissage pour les étudiants de tous niveaux, il était toujours question de guider ces derniers vers une certaine histoire, jugée bonne par les «experts historiens». Pourtant, l'histoire se diffuse bien au-delà et en dehors des écoles, et le grand public se fait une histoire à lui, pertinente à ses yeux et satisfaisant ses besoins d'enracinement et d'identification. La passion pour la généalogie et plusieurs récents sondages le démontrent. Pourtant, le ton des discussions de la fin de semaine indiquait que pour la plupart des participants, cette histoire «sans bornes» était un problème plutôt qu'une part de la solution et ce malgré les interventions de Watson, Lee, et Ken Osborne (Manitoba).

La plupart des débats de cette conférence ont soulevé plus de questions que de solutions aux inquiétudes des historiens. C'est pourquoi les organisateurs ont eu la bonne idée d'organiser des groupes de discussion sur le thème «Que faire maintenant?». Ces forums ont permis aux participants d'exprimer leurs frustrations par rapport à certains thèmes abordés et de souligner les points nécessitant plus de discussion. On s'est aussi plaint de la généralité des discussions. Les rapports de groupes ont fait écho des présentations de Durocher, Susan Mann et Peter Stearns (Carnegie Mellon) qui ont insisté sur la nécessité de poursuivre les discussions entamées pendant la conférence. Que se soit sous la forme de forums, de comités ou de bulletins, le dialogue doit continuer entre les langues et les domaines de l'histoire. Dans ce but, les rapports de la conférence seront pour un an disponibles sur le site internet.

*Caroline-Isabelle Caron, Université McGill*

